

démanteler des usines, dont 654 millions rien qu'en France.

"En 2008, dans l'Hexagone, on a fermé trois de nos sucreries", se rappelle Alexis Duval, le président du directoire du groupe Tereos. Et voilà que dix ans plus tard Bruxelles fait volte-face et fait sauter tous les verrous. "Le problème de fond, c'est un déficit complet de stratégie de long terme de l'Union européenne, avec une superposition de décisions totalement contradictoires. Un énorme gâchis", s'enflamme Alexis Duval.

Quand la course aux plus belles terres tourne au vinaigre

Pour l'heure, avec la fin des quotas, les géants du sucre ont des rêves de grandeur. Le propriétaire des marques Beghin-Say et la Perruche promet une envolée de 30% de sa production dès cette année, son concurrent Daddy un bond de 20%. Pour y arriver, cela fait plus d'un an qu'ils peaufinent leur plan.

"Les groupes sucriers se sont tous lancés dans une opération de séduction pour convaincre les agriculteurs de laisser tomber une partie de leur production de céréales", raconte Eric Lainé, président de la [Confédération générale des planteurs de betteraves \(CGB\)](#). Car pour fabriquer plus de sucre, il faut évidemment plus de betteraves, cette grosse racine gourmande en eau et en mètres carrés.

D'où une bataille épique pour s'appropriier les meilleures terres, sécuriser les approvisionnements, offrir les prix les plus attractifs à des planteurs qui ont profité de l'occasion pour se faire désirer. Didier Blanckaert, à la tête de 170 hectares dans la Marne, au nord de Châlons-en-Champagne, est de ceux-là: "Moi, j'ai joué le jeu. Cette année, j'ai doublé mes surfaces de betterave."

Dans certaines régions, la course aux plus belles terres a fini par tourner au vinaigre. Carsten Stahn, le patron de Saint Louis sucre, ne décolère pas: "Les commerciaux de Tereos sont allés démarcher nos planteurs en leur disant qu'on allait fermer certaines de nos usines, laissant entendre qu'ils se retrouveraient coincés avec leurs récoltes sur les bras. C'est du dénigrement", attaque-t-il.

Un secteur concurrentiel et diversifié

 Source: Confédération générale des planteurs de betterave (CGB)

Source: Confédération générale des planteurs de betterave (CGB)

L'Express

L'affaire a été suffisamment sérieuse pour que l'Autorité de la concurrence soit saisie du dossier, mène une enquête et sonne la fin de la partie. Dans son rapport final rendu au coeur de l'été et que L'Express s'est procuré, les gendarmes de la concurrence sont sévères: "Tereos a mis en oeuvre plusieurs pratiques susceptibles d'avoir un effet verrouillant sur le marché [...] avec des contrats dont les conditions de sortie apparaissent particulièrement opaques et difficiles à mettre en oeuvre", peut-on lire.

"Cette histoire de dénigrement, c'est du pur fantasme. On est tout simplement meilleurs que nos concurrents. Maintenant, l'affaire est close. Ce qui compte, c'est de savoir comment nous allons pouvoir reconquérir les marchés hors d'Europe que nous avons perdus depuis 2005", conclut sèchement Alexis Duval.

Pendant ce temps là, la consommation patine...

La tâche s'annonce herculéenne. Avec le retrait des exportateurs européens pendant près de dix ans, les pays du Moyen Orient et une partie du Maghreb ont investi des sommes folles pour construire leurs propres usines de raffinage de sucre de canne et être indépendants. "Nous ne regagnerons jamais ces marchés, il faut aller plus loin, en Afrique de l'Ouest, en Tanzanie, au Nigeria, au Kenya", finit par avouer Alexis Duval.

Sauf que les géants brésiliens ou thaïlandais aux coûts de production imbattables -ils seraient inférieurs de 20% à 30% à ceux des producteurs européens de sucre blanc- sont sur le pied de guerre. "Contrairement aux industriels européens, eux ont investi massivement ces dernières années pour accroître leur capacité de production. Même s'ils sont très endettés, ils sont redoutables", s'inquiète Elisabeth Lacoste, secrétaire générale de la [Confédération internationale des betteraviers européens \(Cibe\)](#).

Déambulant dans son usine ultramoderne de Bazancourt, Alain Commissaire, directeur général de Cristal Union, y croit. Il a le regard du coq qui veut prendre sa revanche: "Cette année, on va exporter hors d'Europe près de 600000 tonnes de sucre blanc, soit trois fois plus que l'an passé. On en a déjà vendu ferme la moitié", assure-t-il.

Vendu, oui, mais à quel prix? C'est là que l'équation économique se complique. Partout sur la planète, la production de sucre s'est emballée. Or la consommation patine, notamment en Occident où les campagnes contre l'[obésité](#) et le [diabète](#) forcent les géants de l'agroalimentaire à avoir la main moins lourde. Conséquence: les cours mondiaux du sucre se sont effondrés de 28% depuis le début de l'année. "A ces niveaux de prix, beaucoup de producteurs de sucre risquent de vendre à perte", s'alarme un spécialiste du secteur. "On verra qui a les reins les plus solides", fanfaronne Alain Commissaire.

Coup de rabot sur les coûts

Pas d'autres solutions pour rester dans la course que de passer tous les postes de coûts à la paille de fer et d'augmenter les rendements. Les agriculteurs, eux, l'ont bien compris. Produire plus de betteraves sur le même lopin de terre, ils en ont l'habitude. Et ils ont décidé de mettre le paquet en finançant avec l'Inra un vaste programme de recherche. Nom de code: Aker. Objectif: doubler l'augmentation des rendements d'ici à 2020 en travaillant sur le génome de la betterave. "Attention, on ne parle pas d'[OGM](#). Il s'agit juste de perfectionner les semences pour les rendre plus résistantes aux maladies et plus riches en sucre", assure Eric Lainé, de la CGB.

<https://twitter.com/statuses/912651708840497153>